



**PRÉFET  
DE TARN-ET-GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot  
2 quai de Verdun  
82000 Montauban

Montauban, le 03/06/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**GRUEL FAYER**

LA RUBLONNIERE

CS 93801

35530 Noyal-Sur-Vilaine

Références : JR/S 2025-0194

Code AIOT : 0006809744

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/04/2025 dans l'établissement GRUEL FAYER implanté ZA de Lauzard 82370 Labastide-Saint-Pierre. L'inspection a été annoncée le 08/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Compte-tenu de l'usage important et très émissif des PFAS dans les systèmes d'extinction à mousse, l'action nationale "mousses anti-incendie" vise à améliorer la connaissance de l'utilisation de ces mousses et contrôler l'application des restrictions d'utilisation de certains PFAS dans les mousses anti-incendie en vertu du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants (POP) et du règlement 1907/2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH).

Elle vise également à anticiper les restrictions d'utilisation à venir à partir de 2025 en application de ces mêmes règlements, dans un objectif pédagogique et de sensibilisation.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GRUEL FAYER
- ZA de Lauzard 82370 Labastide-Saint-Pierre
- Code AIOT : 0006809744
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société GRUEL FAYER exploite un entrepôt logistique de produits d'agrofourniture sur la commune de Labastide-Saint-Pierre (82).

Cet établissement classé Seveso Seuil Haut est autorisé à fonctionner par l'arrêté préfectoral du 25 juin 2014 modifié.

**Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques

**Thèmes de l'inspection :**

- AN25 PFAS mousses
- REACH

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Plan d'Opération Interne - Voisinage	Arrêté Préfectoral du 25/06/2014, article 7.7.2.1	Demande d'action corrective	3 mois
4	Sirènes	Arrêté Préfectoral du 25/06/2014, article 7.7.3	Demande d'action corrective	3 mois
5	Vérification périodique - désenfumage	Arrêté Préfectoral du 25/06/2014, article 7.5.4	Demande d'action corrective	3 mois
7	Vérification périodique - installations électriques	Arrêté Préfectoral du 25/06/2014, article 7.3.2.3	Demande d'action corrective	3 mois
8	Direction du vent	Arrêté Préfectoral du 25/06/2014, article 7.3.10	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Information des installations au voisinage	Arrêté Préfectoral du 25/06/2014, article 7.7.1	Demande d'action corrective	3 mois
12	Dispositions constructives - résistance au feu	Arrêté Ministériel du 16/07/2012, article 7	Demande d'action corrective	3 mois
13	Emulseur	Arrêté Ministériel du	Demande de justificatif à	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
		16/07/2012, article 26	l'exploitant	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan d'Opération Interne - Mise à jour	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R515-100	Sans objet
2	Plan d'Opération Interne - Tests	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R515-100	Sans objet
6	Vérification périodique - portes coupe-feu	Arrêté Préfectoral du 25/06/2014, article 7.5.4	Sans objet
10	Fourniture FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1.a)	Sans objet
11	Conditions de stockage FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)	Sans objet
14	Interdiction du PFOS (SPFO - acide perfluorooctane sulfonique)	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Sans objet
15	Interdiction du PFHxS (acide perfluorohexane sulfonique)	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Sans objet
16	Interdiction à venir du PFOA (acide perfluorooctanoïque)	Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Sans objet
17	Notification des stocks de PFOA	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Sans objet
18	Interdiction à venir des PFCA C9-C14	Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
		(1907/2006)	
19	Réglementation du PFHxA (acide perfluorohexanoïque)	Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 79 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'émulseur employé sur le site ne contient pas de fluor, donc pas de PFAS. L'exploitant devra justifier du maintien de son efficacité au vu de son âge. Des ouvertures doivent être colmatées afin de garantir les caractéristiques de résistance au feu d'un mur du bâtiment. Les contrôles périodiques annuels des systèmes électriques et de désenfumage sont réalisés dans le respect des délais, mais l'exploitant doit justifier de la levée des observations relevées.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Plan d'Opération Interne - Mise à jour

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 24/09/2020, article R515-100
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Ce plan est établi avant la mise en service. Il est [...] mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans. [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté en séance à l'inspection la version 6 de son plan d'opération interne, datée du 15 mars 2024. Cette version n'avait pas été transmise à l'inspection, qui ne disposait que de la version 4 datée du 10 mai 2022.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Afin de disposer des documents les plus récents, l'inspection demande à l'exploitant de lui communiquer systématiquement toute nouvelle mise à jour de son plan d'opération interne dès sa mise en application.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Plan d'Opération Interne - Tests

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 24/09/2020, article R515-100
--

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an [...].
<b>Constats :</b>  A la demande de l'inspection, l'exploitant a présenté le compte-rendu du dernier exercice testant le plan d'opération interne (POI). Cet exercice a été réalisé le 3 décembre 2024, et simulait un départ de feu avec une panne de l'extinction automatique. Ce compte-rendu n'appelle pas de remarques de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : Plan d'Opération Interne - Voisinage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/06/2014, article 7.7.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Les voisins susceptibles d'être affectés par le risque toxique sont associés s'ils le souhaitent aux exercices P.O.I
<b>Constats :</b>  L'inspection relève que les voisins susceptibles d'être affectés par le risque toxique ne sont pas associés à la réalisation des exercices annuels testant le plan d'opération interne.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection demande à l'exploitant de prévenir les voisins susceptibles d'être affectés par le risque toxique de la tenue des prochains exercices concernant le plan d'opération interne, et de leur proposer d'y être associés.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 4 : Sirènes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/06/2014, article 7.7.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Alerte
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant met en place une ou plusieurs sirènes fixes et les équipements permettant de les déclencher. Ces sirènes sont destinées à alerter le voisinage en cas de danger, dans la zone d'application du plan particulier d'intervention.

<p>Le déclenchement de ces sirènes est commandé depuis l'installation industrielle, par l'exploitant à partir d'un endroit bien protégé de l'établissement.</p> <p>Elles sont secourues par un circuit indépendant et doivent pouvoir continuer à fonctionner même en cas de coupure de l'alimentation électrique principale. Cette garantie doit être attestée par le fournisseur et le constructeur.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La sirène est alimentée en cas de coupure par un système de batteries. L'exploitant indique ne pas mettre en œuvre de programme d'entretien-maintenance concernant la sirène et ses batteries. Le fonctionnement de la sirène est testé mensuellement, mais jamais avec une alimentation assurée par les batteries de secours.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de mettre en œuvre un plan de maintenance de sa sirène et du système de batterie associé et de lui en attester.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 5 : Vérification périodique - désenfumage

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/06/2014, article 7.5.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté les deux derniers rapports de vérification annuelle du système de désenfumage de son établissement.</p> <p>Ces vérifications ont été réalisées par la société Chubb, le 22 novembre 2023 et le 16 octobre 2024, dans le respect de la périodicité annuelle.</p> <p>Le dernier rapport de vérification réalisé en 2024 fait le constat de 13 ouvrants non fonctionnels suite à des défauts de vérins, et de 24 ouvrants fonctionnels .</p>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'inspection demande à l'exploitant de lui attester de la remise en état de fonctionnement des 13 ouvrants signalés en défaut dans le rapport de contrôle annuel de 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 6 : Vérification périodique - portes coupe-feu**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/06/2014, article 7.5.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.  Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté le procès-verbal de fin de travaux concernant la maintenance des portes coupe-feu, réalisée le 5 avril 2024 par la société Assa Abloy. Ce document atteste du bon fonctionnement de l'ensemble des 8 portes coupe-feu.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Vérification périodique - installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/06/2014, article 7.3.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté les deux derniers rapports de contrôle annuel des installations électriques de l'établissement. Ces vérifications ont été réalisées par la société Socotec, le 23 mai 2023 et le 6 mai 2024, dans le respect de la périodicité annuelle. Le dernier rapport de contrôle établit une liste de 10 observations, dont trois déjà précédemment



signalées.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre les justificatifs attestant de la levée des observations relatives aux non-conformités constatées dans le rapport de vérification périodique des installations électriques du 6 mai 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 8 : Direction du vent

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/06/2014, article 7.3.10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>
Les matériels nécessaires pour la mesure de la vitesse et de la direction du vent sont mis en place sur le site. Une ou des manches à air éclairées sont implantées sur le site de manière à être visibles à partir de n'importe quel point du site.
<b>Constats :</b>
Une manche à air est implantée sur le toit du site. L'inspection n'a pas pu vérifier si elle était équipée d'un dispositif d'éclairage. Ce point n'a pas été démontré par l'exploitant lors de la visite.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'inspection demande à l'exploitant de lui attester de la présence d'un dispositif d'éclairage de la manche à air.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 9 : Information des installations au voisinage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/06/2014, article 7.7.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>
L'exploitant tient les exploitants d'installations classées voisines informés des risques d'accident majeurs identifiés dans l'étude de dangers. Il transmet copie de cette information au Préfet et à l'inspection des installations classées. Il procède de la sorte lors de chacune des révisions de l'étude des dangers ou des mises à jours relatives à la définition des périmètres ou à la nature des risques.

<b>Constats :</b>
L'exploitant indique que l'étude de dangers révisée de novembre 2024 n'a pas été communiquée aux installations classées voisines.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'inspection demande à l'exploitant de transmettre la mise à jour de 2024 de l'étude de dangers à l'installation classée voisine Distriplus, et de lui en attester.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 10 : Fourniture FDS

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1.a)
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b>
Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II: a) lorsqu'une substance ou un mélange répond aux critères de classification comme produit dangereux conformément au règlement (CE) n°1272/2008
<b>Constats :</b>
Par sondage, l'inspection a demandé à partir de la liste des produits présents dans l'entrepôt au jour de la visite la fiche de données de sécurité de l'herbicide Garlon Pro. L'exploitant a présenté en séance la fiche correspondante, rédigée en français, contenant l'ensemble des rubriques attendues et datée du 6 mai 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 11 : Conditions de stockage FDS

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b>
Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
<b>Constats :</b>
L'inspection constate que les conseils sur le stockage de l'herbicide Garlon Pro tels que précisés

<p>dans la sous-rubrique 7.2 de la fiche de données de sécurité sont respectés.</p> <p>Le produit est correctement stocké dans un récipient fermé, et il est conservé dans des conteneurs proprement étiquetés. Il n'est pas entreposé près d'acides.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 12 : Dispositions constructives - résistance au feu**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/2012, article 7</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La structure du bâtiment est entièrement REI 120 : stable au feu (R), étanche aux fumées et aux flammes (E) et isolant thermiquement pendant 120 minutes (I). (recollement à l'arrêté ministériel du 16 juillet 2012 - annexe 17 du dossier de demande d'autorisation d'exploiter du 30 mai 2013)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate que l'ouverture qui a été percée au niveau du local émulseur afin de permettre le passage d'une canalisation vers l'extérieur à des fins de test de l'extinction automatique n'a pas été colmatée. L'espace ainsi créé entre le mur et la canalisation dégrade le caractère REI 120 du mur du bâtiment.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de réaliser les travaux de colmatages nécessaires pour conserver le caractère REI 120 du mur de l'entrepôt, et de lui en attester.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 13 : Emulseur**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/2012, article 26</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. L'exploitant dispose des ressources et réserves en eau et, le cas échéant, en émulseur nécessaires à la lutte contre les incendies définis à l'article 24 du présent arrêté et à la prévention d'une éventuelle reprise de ces incendies. [...]</p> <p>V. L'ensemble des moyens prévus dans l'article 26 est régulièrement contrôlé et entretenu pour en garantir le fonctionnement en toutes circonstances. Les dates et résultats des tests de défense incendie réalisés sont consignés dans un registre, éventuellement informatisé, qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose de deux cuves de 1000 litres d'émulseur Ecopol de la société BioEx au sein de son installation. L'étiquetage de l'émulseur spécifie une fabrication du lot datée d'août 2014, avec une garantie de 10 ans.</p> <p>La garantie de l'émulseur est échue depuis le mois d'août 2024.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de justifier du maintien de l'efficacité de l'émulseur présent au sein de son installation.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 14 : Interdiction du PFOS (SPFO - acide perfluorooctane sulfonique)**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 3</p> <p>1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4.</p> <p>[Le PFOS est inscrit à l'annexe I.]</p> <p>Article 4</p> <p>1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants:</p> <p>b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II.</p> <p>Annexe I</p> <p>1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique au SPFO ou à ses sels en concentration inférieure ou égale à 0,025 mg/kg (0,0000025 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles.</p> <p>2. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à la somme des concentrations de tous les composés apparentés au SPFO inférieure ou égale à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate que l'exploitant utilise au sein de son installation l'émulseur synthétique sans fluor Ecopol, certifié APASAD R12 de la marque BioEx. Cet émulseur est exempt de dérivés fluorés (PFC, PFT et PFAS), et donc d'acide perfluorooctane sulfonique.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 15 : Interdiction du PFHxS (acide perfluorohexane sulfonique)**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 3</p> <p>1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4.</p> <p>[Le PFHxS est inscrit à l'annexe I.]</p> <p>Article 4</p> <p>1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants:</p> <p>b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II.</p> <p>Annexe I</p> <p>3. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations de PFHxS, de ses sels et de composés apparentés au PFHxS égales ou inférieures à 0,1 mg/kg (0,00001 % en masse) lorsqu'elles sont présentes dans des mélanges concentrés de mousses anti-incendie qui sont destinés à être utilisés ou sont utilisés dans la production d'autres mélanges de mousses anti-incendie. Cette dérogation est réexaminée et évaluée par la Commission au plus tard le 28 août 2026.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant utilise au sein de son installation l'émulseur synthétique sans fluor Ecopol, certifié APASAD R12 de la marque BioEx. Cet émulseur est exempt de dérivés fluorés (PFC, PFT et PFAS), et donc d'acide perfluorohexane sulfonique.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 16 : Interdiction à venir du PFOA (acide perfluorooctanoïque)**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>4 bis. Aux fins de la présente entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations en PFOA ou en l'un de ses sels inférieures ou égales à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) et aux concentrations en tout composé apparenté au PFOA ou en toute combinaison de tels composés inférieures ou égales à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des mousses anti-incendie destinées à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de</p>

combustibles liquides (feux de classe B) déjà contenues dans des systèmes. Cette valeur limite s'applique jusqu'au [3 ans après la date d'entrée en vigueur du présent règlement].

4 ter. Aux fins de la présente entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à la somme des concentrations en PFOA, en sels de PFOA et en composés apparentés au PFOA inférieure ou égale à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des mousses anti-incendie sans fluor et provenant d'équipements de lutte contre l'incendie ayant fait l'objet d'un nettoyage selon les meilleures techniques disponibles.

6. Par dérogation, l'utilisation du PFOA, de ses sels et des composés apparentés au PFOA est autorisée, jusqu'au 3 décembre 2025, dans la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes:

- a) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour la formation;
- b) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus;
- c) à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets;
- d) les stocks de mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA sont gérés conformément aux dispositions de l'article 5.

#### Constats :

L'exploitant utilise au sein de son installation l'émulseur synthétique sans fluor Ecopol, certifié APASAD R12 de la marque BioEx. Cet émulseur est exempt de dérivés fluorés (PFC, PFT et PFAS), et donc d'acide perfluorooctanoïque.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 17 : Notification des stocks de PFOA

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

#### Prescription contrôlée :

2. Tout détenteur de stocks de plus de 50 kg constitués de substances inscrites sur la liste de l'annexe I ou de l'annexe II ou en contenant, et dont l'utilisation est autorisée, communique à l'autorité compétente de l'État membre dans lequel se trouvent ces stocks des informations sur la nature et le volume de ces stocks. Ces informations sont communiquées dans les douze mois suivant la date à laquelle le présent règlement ou le règlement (CE) no 850/2004 est devenu applicable à ces substances, la date la plus ancienne étant retenue, et suivant les modifications pertinentes des annexes I et II, puis à nouveau tous les ans jusqu'à l'expiration de la période d'utilisation limitée fixée dans l'annexe I ou II.

#### Constats :

L'exploitant utilise au sein de son installation l'émulseur synthétique sans fluor Ecopol, certifié APASAD R12 de la marque BioEx. Cet émulseur est exempt de dérivés fluorés (PFC, PFT et PFAS), et donc de PFOA.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 18 : Interdiction à venir des PFCA C9-C14**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>2. Ne peuvent pas, à partir du 25 février 2023, être utilisés ou mis sur le marché dans:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) une autre substance, en tant que constituant;</li> <li>b) un mélange;</li> <li>c) un article;</li> </ul> <p>sauf si la concentration dans la substance, le mélange ou l'article est inférieure à 25 ppM pour la somme des PFCA en C9-C14 et de leurs sels ou à 260 ppM pour la somme des substances apparentées aux PFCA en C9-C14.</p> <p>5. Par dérogation au point 2, l'utilisation des PFCA en C9-C14, de leurs sels et des substances apparentées au PFCA en C9-C14 est autorisée jusqu'au 4 juillet 2025 pour: [...] iv) la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour la formation;</li> <li>- les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus;</li> <li>- à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentés aux PFCA en C9-C14 ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets;</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant utilise au sein de son installation l'émulseur synthétique sans fluor Ecopol, certifié APASAD R12 de la marque BioEx. Cet émulseur est exempt de dérivés fluorés (PFC, PFT et PFAS), et donc de PFCA C9-C14.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 19 : Réglementation du PFHxA (acide perfluorohexanoïque)**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 79 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>

4. Ne doivent pas, à partir du 10 avril 2026, être mis sur le marché, ou utilisés, à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA, mesurées dans un matériau homogène, dans: a) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés à l'entraînement et aux essais, à l'exception des essais fonctionnels des systèmes de lutte contre l'incendie, à condition que toutes les émissions soient contenues; b) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés aux services publics d'incendie, sauf lorsque ces services interviennent sur des incendies industriels dans des établissements relevant de la directive 2012/18/UE du Parlement européen et du Conseil (\*31) et qu'ils n'utilisent les mousses et les équipements qu'à cette fin.

5. Ne doivent pas, à partir du 10 octobre 2029, être mis sur le marché, ou utilisés, dans les mousses et concentrés de mousse anti-incendie pour l'aviation civile (y compris dans les aéroports civils) à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA.

**Constats :**

L'exploitant utilise au sein de son installation l'émulseur synthétique sans fluor Ecopol, certifié APASAD R12 de la marque BioEx. Cet émulseur est exempt de dérivés fluorés (PFC, PFT et PFAS), et donc d'acide perfluorohexanoïque (PFHxA).

**Type de suites proposées :** Sans suite